



ARRETE n°9 – 2025

Réglementant la circulation chemin du Réal, réparation fuite réseau AEP, BRONZO TP

Le Maire de la commune de Cabannes,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-2 et L 2213-4,

VU le Code de la Route, article R417-10,

VU la demande par courrier, en date du 14/01/2025, de Monsieur [REDACTED] société **BRONZO TP**, relative à une demande d'arrêt de police de la circulation, afin de permettre la réparation d'une fuite sur le réseau AEP, chemin du Réal, à partir du 15/01/2025, pour 3 jours,

CONSIDERANT qu'à l'occasion des travaux effectués par la société, **BRONZO TP**, il y a lieu dans l'intérêt général et la sécurité publique de réglementer la circulation sur la voie concernée.

ARRETE

Article 1 : La société **BRONZO TP** est autorisée à effectuer des travaux de réparation de fuite d'eau sur le réseau AEP. Afin de permettre ces travaux, un empiètement sur chaussée avec largeur de voie maintenue à 3, dans les deux sens de la circulation, sera mis en place à partir du 15/01/2025 pendant 3 jours. Le stationnement et le dépassement seront interdits durant les travaux.

Article 2 : Les panneaux de signalisation réglementaires, seront apposés par la société **BRONZO TP**, pour permettre l'application du présent arrêté qui sera affiché et publié dans les conditions habituelles.

Article 3 : La commune dégage toute responsabilité pour tout dommage résultant du fait de l'occupation et/ou des installations du pétitionnaire. Ce dernier est tenu d'informer son assureur de cette renonciation à recours contre la commune.

Article 4 : Toutes infractions aux présentes dispositions seront constatées par procès-verbal conformément à l'article R 417-10 du Code de la Route et tout véhicule en stationnement gênant sera enlevé par la fourrière.

Article 5 : Madame le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant de la brigade de Gendarmerie D'ORGON, ainsi que les agents de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise aux Sapeurs-Pompiers de Noves, aux services techniques de la commune, ainsi qu'à Monsieur [REDACTED] société **BRONZO TP**.

Fait à Cabannes, le 9 Janvier 2025.

Le Maire,
Gilles MOURGUES




Le Maire,

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

-En vertu des articles L. 431-1 et L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, et de l'article R.421-1 du code de justice administrative, je vous informe que cette décision administrative peut faire l'objet :

-D'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Marseille, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification.

-D'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ; l'introduction d'un recours gracieux ou hiérarchique interrompt le délai de recours contentieux.